



**À Monsieur Luc CHATEL
Ministre de l'Éducation nationale
110 rue de Grenelle
75007 – Paris**

N/R : CC/NA 20 10/11

Paris, le 24 janvier 2011

Monsieur le Ministre,

En 2006, le SE-Unsa a signé avec Gilles de Robien, alors ministre de l'Éducation nationale, un protocole permettant de sortir d'une grève administrative des directeurs d'école qui s'éternisait depuis plusieurs années. Cet engagement instituait notamment la décharge des directeurs d'école de 4 classes ainsi que l'aide administrative des directeurs d'école.

Depuis quatre ans, cette aide a, sans conteste, facilité le fonctionnement des écoles. Elle s'est révélée d'autant plus nécessaire que les tâches et missions des directeurs se sont encore multipliées et complexifiées depuis.

A budget constant, nous observons depuis la rentrée de septembre dernier que cet engagement de l'État n'est plus tenu. La priorité est donnée à l'Aide au handicap, au détriment de l'aide administrative des directeurs d'école. Les contrats des personnes qui exercent ces tâches sont loin d'être tous renouvelés lorsqu'ils arrivent à terme.

Pour le SE-UNSA, cette régression n'est pas acceptable. D'une part, il y a rupture unilatérale d'un engagement ministériel issu d'un accord. D'autre part, ce choix renvoie brutalement vers le chômage ces personnels dans un contexte économique et social difficile.

Vous le savez, le SE-Unsa soutient les directeurs qui, faute de cette aide, ne peuvent plus répondre en temps et heure à toutes les sollicitations. Il serait du reste malvenu qu'ils soient inquiétés alors qu'ils ne sont en rien responsables de cette situation.

Signataires du protocole, attachés à la démarche de négociations et d'accords, nous n'acceptons pas cette situation et nous renouvelons notre demande de voir respecté cet engagement qui, jusqu'à présent, a donné entière satisfaction aussi bien à l'institution, aux collectivités locales qu'aux multiples partenaires de l'école.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération respectueuse.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Chevalier', with a long horizontal stroke extending to the right.

**Christian CHEVALIER
Secrétaire général**